



The Author at SPIEF 2026

Tire sur le chien

Scott Ritter livre une analyse de l'effondrement du contrôle des armements et de la dérive militariste européenne, qu'il assimile à un animal devenu incontrôlable et qu'il faudrait traiter comme tel.

Scott Ritter

ven. 19 juin 2026 15 min de lecture

Ma présentation au Forum économique international de Saint-Pétersbourg était censée être le summum de la finesse diplomatique. Au lieu de cela, je me suis écarté du script. Et j'en suis ressorti grandis.

Le 4 juin 2026, j'ai eu l'honneur de participer en tant que membre à une table ronde organisée dans le cadre du Forum économique international de Saint-Pétersbourg 2026, ou SPIEF, un rassemblement annuel des dirigeants économiques et politiques

russes qui se tient depuis 1997. Au fil des ans, cet événement a pris une telle ampleur qu'il éclipse désormais son homologue européen, le Forum économique mondial, qui se tient à Davos, en Suisse. En 2026, Davos a attiré quelque 3 000 participants venus de 136 pays ; le SPIEF en a rassemblé près de 25 000, issus de plus de 100 nations et territoires. À l'heure où l'Occident dans son ensemble, mené par l'Europe, cherche à isoler diplomatiquement et économiquement la Russie, le SPIEF démontre la folie de cette démarche : le seul groupe géopolitique absent du SPIEF était celui des Européens (remarque : des centaines de délégués et de chefs d'entreprise issus de sociétés européennes étaient présents — il semble que la Russie soit un bon endroit pour faire des affaires, puisque le SPIEF 2026 a vu la signature de contrats d'une valeur d'environ 84 milliards de dollars au cours de ses quatre jours de déroulement). Le SPIEF est le lieu où se rassemble le monde en dehors de l'atmosphère isolée et surréaliste de Davos — le monde réel, et non un fantasme artificiel construit sur l'illusion de la pertinence et de l'influence européennes. Plus récemment, le SPIEF s'est fait connaître pour sa séance plénière, au cours de laquelle le président russe Vladimir Poutine prononce un discours très attendu, puis répond aux questions lors d'un échange de plusieurs heures qui ne déçoit jamais et fait toujours la une des journaux.

Comme je l'ai dit, ce fut un honneur et un privilège tout particuliers d'être invité à participer à un événement aussi prestigieux.

La table ronde à laquelle je devais participer s'intitulait « Le désordre mondial » : « Y a-t-il une place pour la diplomatie dans les relations internationales contemporaines ? ». L'événement était animé par Dmitry Stolkov, maître de conférences à la MGIMO, l'école de relations internationales du gouvernement russe, où est formée la prochaine génération de diplomates russes.

La personnalité la plus en vue de cette table ronde était Aleksandr Pankin, vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. Diplômé de la MGIMO en 1985, M. Pankin a axé sa carrière sur les organisations internationales, effectuant notamment des missions à New York et à Genève au sein des Nations Unies.

Vient juste derrière Anatoly Torkunov, recteur de la MGIMO ; M. Torkunov est considéré comme l'un des principaux experts en diplomatie russe.

Étaient également présents Sergey Pospelov, secrétaire exécutif de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de sécurité collective, Michele Geraci, ancien vice-ministre italien du Développement économique, et John Laughland, un eurosceptique qui est actuellement professeur à l'ICES, l'Institut catholique de Vendée situé à La Roche-sur-Yon, dans l'ouest de la France, où il enseigne les sciences politiques, la philosophie politique et l'histoire.

J'avais préparé mon intervention à l'avance, en griffonnant quelques notes sur un bout de papier pour m'aider à mettre de l'ordre dans mes idées. Comme le savent tous ceux qui ont déjà pris la parole en public, les plans les mieux élaborés sont souvent mis de côté dès que le signal est donné et que vient votre tour de parler. Ma présentation au SPIEF a été bien accueillie, mais j'ai l'impression que le public et les intervenants ont été pris de court par ma déclaration, à la fin de mon discours, selon laquelle la meilleure solution pour la Russie face à un collectif européen incontrôlable était de « tirer sur le chien », en reprenant mon analogie selon laquelle l'Europe se comportait comme un chien enragé.

Je propose ce qui suit afin d'approfondir ce concept, en m'appuyant sur les notes mêmes auxquelles j'étais censé me référer pendant mon discours, mais qui m'ont échappé lorsque les projecteurs se sont allumés.

Les diplomates parlent en termes de « realpolitik », d'« idealpolitik » et d'« intérêt national ». Je ne suis pas diplomate, mais j'ai découvert ces concepts, parmi d'autres, en lisant les ouvrages de diplomates, notamment le classique d'Henry Kissinger, *Diplomacy*.

J'ai passé ma vie à mettre en œuvre les conséquences de la diplomatie, en particulier les accords de contrôle des armements censés rendre le monde plus sûr. J'ai fait mes premières armes avec le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF), puis j'ai dirigé des équipes d'inspection des armes des Nations unies en Irak, mandatées par des résolutions du Conseil de sécurité. Pour moi, les accords de contrôle des armements représentent la plus haute expression de la rationalité humaine, alliant la capacité intellectuelle à comprendre et à apprécier la valeur intrinsèque de la vie à une boussole morale qui pousse à agir en fonction de cette compréhension.

Le traité FNI était, à mes yeux, la quintessence du contrôle des armements — la référence absolue, pour ainsi dire, combinant l'« idealpolitik » de l'ère Reagan, la « realpolitik » européenne et « l'intérêt national » soviétique en une singularité qui, pour la première fois de l'ère nucléaire, a donné naissance à un accord visant non pas à limiter la croissance des arsenaux nucléaires respectifs des parties concernées, mais à les éliminer purement et simplement — conclusion logique d'une prise de conscience collective selon laquelle les guerres nucléaires ne peuvent être gagnées et ne devraient donc jamais être menées, rendant ainsi superflue la nécessité de conserver ces armes meurtrières.

Le traité FNI a été couronné de succès parce qu'il servait l'intérêt mutuel tant des États-Unis que de l'Union soviétique. Il ne s'agissait pas d'un accord imposé par une partie à l'autre, mais plutôt d'un accord dicté par la prise de conscience commune

que ses dispositions étaient indispensables à la préservation de la vie elle-même. En termes de diplomatie préventive, le traité FNI représente la manifestation rationnelle de la prévention des risques, les parties concernées ayant compris que les voies qu'elles avaient choisies en se lançant dans le développement et le déploiement de systèmes d'armes FNI mèneraient inévitablement à un conflit ne pouvant aboutir qu'à un Armageddon nucléaire ; elles n'avaient donc d'autre choix que de prendre les mesures sévères mais nécessaires pour éliminer ces armes selon des conditions mutuellement acceptables.

Le désarmement de l'Irak était ostensiblement conçu pour suivre le modèle du traité FNI, un accord fondé sur des déclarations relatives au matériel devant faire l'objet d'un désarmement, qui serait ensuite soumis à une vérification de conformité par le biais d'inspections. Ce qui a distingué l'expérience irakienne de celle du traité FNI, c'est le fait qu'elle représentait la volonté collective du monde, exprimée sous la forme d'une résolution contraignante du Conseil de sécurité qui a ensuite été imposée à un État membre à la suite d'une action militaire. Le désarmement n'est pas le résultat d'une diplomatie préventive équitable, mais plutôt d'une diplomatie soutenue par la menace inhérente du recours à la force.

L'expérience de l'ONU en Irak aurait dû marquer une avancée évolutive du désarmement, un accord multilatéral découlant d'une prise de conscience collective selon laquelle les armes de destruction massive représentent une menace pour l'humanité tout entière, en particulier lorsqu'elles sont entre les mains d'une partie ayant démontré sa volonté de les utiliser, et doivent donc être retirées, détruites ou rendues inoffensives.

Dans le cas de l'Irak, cependant, ce noble idéal a été sapé par les actions d'une seule partie — les États-Unis — qui ont utilisé les processus de contrôle des armements imposé non pas dans l'intérêt de l'humanité tout entière, mais plutôt pour servir des objectifs nationaux de changement de régime en Irak, qui dépassaient largement le cadre du désarmement convenu par le Conseil de sécurité.

L'expérience irakienne aurait dû constituer le fondement sur lequel se bâtirait l'avenir du contrôle des armements : une prise de conscience collective selon laquelle les armes de destruction massive représentaient un risque inhérent pour l'humanité tout entière et devaient être éliminées sur la base d'un consensus au sein de la communauté internationale. Au lieu de cela, elle a fini par incarner l'expression ultime de l'hégémonie américaine, où les intérêts d'une seule nation ont été placés au-dessus du bien commun. En bref, l'expérience du désarmement en Irak représente l'expression ultime de la perversion de la diplomatie préventive, où l'État de droit a été remplacé par le règne d'un seul.

Revenons à nos jours.

L'hégémon américain a réussi à créer un monde dépourvu de contrôle des armements. Le modèle irakien d'unilatéralisme a mis fin à la notion d'accords mutuellement avantageux et a au contraire créé un environnement dans lequel les États-Unis ont utilisé le contrôle des armements comme un moyen d'obtenir et de conserver un avantage stratégique sur la Russie. Et lorsqu'un accord de contrôle des armements devenait gênant, les États-Unis s'en retiraient tout simplement — les traités sur les missiles antibalistiques (ABM) et sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF) témoignent de ce phénomène.

Mais alors que les États-Unis cherchaient à maintenir leur position dominante en exigeant que le reste du monde se conforme au cadre de soumission volontaire connu sous le nom d'« ordre international fondé sur des règles », le reste du monde s'était transformé en une nouvelle réalité multilatérale, désormais peu disposée à se prêter à ce jeu. En conséquence, les États-Unis se sont affranchis de toute notion d'État de droit, agissant désormais comme une nation voyou déterminée à maintenir sa domination par la force brute. La politique de l'« America First » s'est transformée en une expression de l'« America only ». Le contrôle des armements en tant que tel n'a plus aucune utilité, puisque les seules vies qui ont de la valeur dans cette construction centrée sur l'Amérique sont celles des Américains. En bref, la boussole morale américaine ne fonctionne plus.

L'émergence de l'Europe en tant qu'entité ne fonctionnant plus exclusivement sous la tutelle des États-Unis vient compliquer encore davantage la situation. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe occidentale n'était guère plus qu'un ensemble de nations affaiblies et vaincues, dont la survie et la pertinence dépendaient de leurs relations économiques et de sécurité avec les États-Unis. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) servait de prolongement à l'appareil de sécurité nationale américain. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, l'Europe est entrée dans un « monde nouveau » où elle a cherché à transformer l'unité militaire qu'elle avait acquise par le biais de l'OTAN en une nouvelle unité politique connue sous le nom d'Union européenne. Mais cette nouvelle entité n'a fait que réduire l'Europe à un ensemble de néant : l'identité nationale qui définissait autrefois le continent européen a été effacée, remplacée par une nouvelle construction européenne dépourvue de tout fondement quant aux principes fondateurs qui unissent habituellement un peuple. En conséquence, l'Europe d'aujourd'hui n'est guère plus qu'un ensemble de nations ayant oublié qui elles étaient, qui se sont réunies pour créer une union fictive qui n'a jamais existé et n'existera jamais.

L'Europe ne représente littéralement rien.

Et aujourd'hui, cette non-entité s'est détachée de l'orbite de son ancien maître et est livrée à elle-même. Prises de panique, les entités nationales disparates qui composent l'Europe se précipitent pour se redéfinir dans une course effrénée à la pertinence. Ayant perdu tout prétexte légitime à une véritable expression nationale fondée sur leur construction actuelle, ces nations sont contraintes de se tourner vers le passé, vers une époque où elles possédaient une véritable identité nationale. Le résultat est encore plus dangereux que celui engendré par l'émergence de l'hégémon américain incontrôlable.

Les États-Unis, contrairement à l'Europe, possèdent une identité nationale fondée sur des principes et des valeurs clairement établis, énoncés dans leur Constitution. En fin de compte, les États-Unis, fonctionnant comme une république constitutionnelle, retrouveront leur équilibre, leur boussole morale sera réorientée, et ils adopteront à nouveau le type de diplomatie préventive que représentent le contrôle des armements et le désarmement.

L'Europe, en revanche, ne dispose pas d'un tel socle de principes collectifs. Au contraire, le Royaume-Uni et la France cherchent à se réinventer en tant que puissances de la Guerre froide, tandis que l'Allemagne remonte encore plus loin dans le temps, ressuscitant les schémas de politique géopolitique de son passé nazi. La seule chose qui unit l'Europe aujourd'hui, ce sont les fantômes des conflits passés où la Russie était l'ennemi. Cette mentalité est exacerbée par le fait que le nouveau militarisme européen n'est soumis à aucune contrainte en matière de contrôle des armements. La France et le Royaume-Uni se sont associés pour élaborer une posture nucléaire unifiée exclusivement tournée vers la Russie, et étendent leur « parapluie nucléaire » nouvellement mis en place à la Pologne et à l'Allemagne ; la France cherche à déployer des avions dotés d'armes nucléaires sur le sol finlandais, menaçant ainsi la deuxième ville de Russie, Saint-Pétersbourg, et la péninsule stratégique de Kola, tandis que l'Allemagne évoque la nécessité de développer sa propre force de dissuasion nucléaire indépendante. Cette frénésie en matière de posture nucléaire est encore alimentée par un cadre politique fondé sur l'inévitabilité d'une guerre avec la Russie. L'Allemagne a fixé la date de cette guerre à 2029, tandis que le Royaume-Uni se prépare à un tel conflit d'ici 2030. Le secrétaire général de l'OTAN a publiquement déclaré à la communauté européenne qu'elle devait se préparer au type de guerre que leurs grands-parents ont enduré — une référence directe à une guerre mondiale.

Et tout cela s'inscrit dans le contexte d'un conflit en cours entre la Russie et l'Ukraine qui s'est transformé en une guerre par procuration entre l'Occident collectif, mené par l'Europe, et la Russie. Ici, l'Europe finance et approvisionne une guerre où les armes qu'elle fabrique sont utilisées contre la Russie sans autre conséquence que des morts ukrainiens, dont l'Europe ne se soucie absolument pas.

Que doit faire la Russie face à de tels développements ?

La diplomatie russe a toujours été pragmatique et peu encline aux accès d'angoisse réactionnaire. Cette approche peut réussir — et, espérons-le, réussira — face aux États-Unis.

Tout porte à croire que les États-Unis peuvent retrouver — et retrouveront — leur statut d'acteur rationnel, ancré dans des valeurs de principe et doté de cette boussole morale qui rend possibles les accords de contrôle des armements mutuellement avantageux.

L'Europe, c'est une autre histoire. Livrée à elle-même, l'Europe s'est révélée n'être guère plus qu'un terrain fertile pour le nihilisme, une masse bouillonnante de tendances autodestructrices incapables d'être maîtrisées de l'intérieur.

En bref, l'Europe est devenue un chien enragé, menaçant tout ce qu'elle rencontre.

C'est ici que je pourrais proposer à la Russie de s'inspirer de l'exemple tiré du roman américain classique *To Kill a Mockingbird*.

Atticus Finch, le héros de l'histoire, est un avocat imprégné des valeurs fondamentales du droit et de l'État de droit.

C'est également un vétéran de la Première Guerre mondiale, réputé pour être le meilleur tireur de son unité.

Lorsqu'un chien enragé menace sa communauté, c'est vers Atticus Finch que les gens se tournent pour se protéger.

Non pas en raison de ses positions juridiques de principe.

Mais parce qu'il sait tirer.

Le droit ne sauvera pas sa communauté du chien enragé.

Seule une balle le fera.

Et maintenant, revenons à l'Europe.

Le droit ne sauvera pas la Russie de ce chien enragé.

Alors, que doit faire la Russie ?

Tirer sur le chien.

Certains prendront cette déclaration au pied de la lettre et invoqueront l'imagerie apocalyptique de la doctrine Karaganov, selon laquelle la Russie frapperait l'Europe de manière préventive à l'aide d'armes conventionnelles telles que le missile à portée intermédiaire Oreshnik et, si cela ne suffisait pas à tempérer la soif de guerre de l'Europe envers la Russie, enchaînerait avec une frappe nucléaire limitée.

Cet article n'a toutefois pas pour but de promouvoir un conflit nucléaire, mais bien au contraire : trouver une voie qui nous ramène à une époque où les accords de contrôle des armements étaient considérés comme la plus haute expression de la rationalité humaine et où les nations possédaient la boussole morale qui leur permettait d'agir en conséquence.

Le chien européen peut être éliminé simplement en refusant de le reconnaître comme une entité digne d'un engagement diplomatique. La fiction de l'unité européenne est le ciment qui maintient le fantasme d'une pertinence militaire européenne. La réalité est que l'Allemagne ne peut pas financer ses fantasmes militaristes. Pas plus que le Royaume-Uni ou la France.

Plutôt que d'entreprendre des actions qui pourraient servir d'étincelle pour unir réellement l'Europe ou — pire encore — ramener l'Europe sous le parapluie de la sécurité soutenue par les États-Unis, la Russie devrait simplement encourager la dissolution de l'OTAN, le retrait des États-Unis d'Europe et l'effondrement inévitable de l'Union européenne elle-même.

La Russie s'est rendue largement insensible à la nécessité d'un engagement européen, en partie grâce aux sanctions économiques auto-isolantes que l'Europe lui a imposées. À ce titre, la Russie peut se montrer sélective dans son approche de l'engagement européen, en choisissant de traiter avec les nations individuellement plutôt qu'avec l'Europe dans son ensemble.

Les élites politiques et économiques qui gouvernent l'Europe aujourd'hui constituent le problème, et non la solution. Bon nombre des pires coupables — Merz en Allemagne, Macron en France, Starmer au Royaume-Uni — voient leur pertinence politique s'amenuiser. La Russie n'a rien d'autre à faire que de laisser l'Europe mijoter dans la marmite qu'elle s'est elle-même concoctée, faisant s'évaporer tout ce qu'elle espérait et aspirait à devenir, jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'une chambre vide d'un néant fumant.

À un moment donné, les nations qui composent le continent européen prendront conscience que ce « ragoût européen » n'est guère plus qu'une recette menant à leur disparition collective, et elles choisiront de se retirer de cette folie.

Et cette construction artificielle qu'est l'Europe sera morte.

« Shoot the Dog » ne doit pas être pris au pied de la lettre.

C'est une métaphore de l'application agressive d'une diplomatie préventive réinventée en tant qu'arme.

Et puisse l'Atticus Finch russe s'en servir avec autant d'habileté que son homonyme.

Publié pour la première fois le 11 juin 2026 :
https://scottritter.substack.com/p/shoot-the-dog?utm_source=post-email-title&publication_id=6892&post_id=200714957&utm_campaign=email-post-title&isFreemail=false&r=1y536l&triedRedirect=true&utm_medium=email

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse L'UE Russie Union européenne (UE) L'OTAN